

Les Québécois dépendants des prix à la pompe : TRANSIT réitère l'importance de développer les transports collectifs

Montréal, le 14 septembre 2012- Avec la flambée du prix du pétrole et l'impact sur le portefeuille des Québécois, TRANSIT, l'Alliance pour le financement des transports collectifs au Québec, estime que le gouvernement du Québec a tout intérêt à investir rapidement et massivement dans le développement des transports collectifs afin de permettre à un plus grand nombre de Québécois de se déplacer autrement et surtout de les aider à économiser. L'Alliance souligne que le nouveau gouvernement de Mme Marois a pris en ce sens des engagements importants, soit de hausser massivement les investissements en transports collectifs dans les budgets d'infrastructures et de développer 300 km de voies réservées pour autobus dans la région métropolitaine.

« C'est une évidence : le prix du litre d'essence ne cessera pas d'augmenter et nous n'avons pas les moyens d'attendre qu'il grimpe à 2.00\$ pour investir dans le développement des services de transports collectifs », explique Florence Junca-Adenot, directrice du Forum Urba 2015 (UQAM). « L'ajout des 300 km de voies réservées pour autobus dans la région métropolitaine fait consensus auprès des 3 principaux partis politiques, le gouvernement a ici la possibilité de bouger très rapidement. En ce qui concerne la hausse des investissements à 30% dans les infrastructures de transports collectifs, cette mesure doit absolument faire partie du prochain budget » ajoute-t-elle.

« Le litre d'essence se détaillait entre 58 et 75 cents en 2002. Un résident de Longueuil qui travaillait à Montréal dépensait 913 \$ par an pour faire le plein il y a dix ans. L'année dernière, en 2011, il devait dépenser 1 645 \$. À 1,53 \$ le litre, il devra déboursier 1 820 \$ pour nourrir sa voiture » affirme Karel Mayrand, directeur de la Fondation David Suzuki. «Le gouvernement doit offrir des alternatives de transports collectifs efficaces et abordables pour donner de l'oxygène aux citoyens qui sont pris à la gorge par la flambée des prix de l'essence » conclut-il.

Depuis sa création en août 2011, TRANSIT a émis une série de recommandations pour pallier la crise des transports et aider le gouvernement et les organisations de transport à atteindre leurs objectifs d'achalandage d'ici 2020, dont l'ajout d'une série de mesures de mitigation supplémentaires pour la région montréalaise, un moratoire sur le développement des infrastructures routières dans les régions urbaines au profit de la réfection des routes et des transports collectifs, une répartition plus équitable du FORT, le prolongement et l'augmentation du financement de la politique québécoise sur le transport collectif via le Fonds vert et l'utilisation du Fonds Chantiers Canada pour financer les projets de transports collectifs au Québec.

Dans le contexte actuel de crise des infrastructures de transports, TRANSIT se veut un lieu de convergence des analyses et des solutions en matière de transports durables au Québec. Sa mission est de favoriser le développement et l'amélioration des services de transports collectifs au Québec, en s'assurant qu'ils reçoivent le financement nécessaire pour permettre au plus grand nombre possible de citoyens d'en bénéficier. Près de cinquante organisations réparties sur tout le territoire du Québec sont membres de TRANSIT, qui compte également sur le soutien d'un comité d'experts en matière de transports et d'urbanisme. Pour devenir membre, pour consulter la liste des organismes membres et lire les publications : www.transiquebec.org.

Renseignements :

Leïla Copti

514.661.6134